

Avant que je ne revête mon habit de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, permettez-moi de vous toucher quelques mots en tant qu'Albertain qui s'est trouvé en première ligne dans les conflits entre notre province et notre pays, au cours de l'amère décennie qu'ont inaugurée les changements survenus dans les prix mondiaux du pétrole. Je présenterai quelques brèves réflexions sur cette expérience, et sur la nécessité de l'oublier.

Le pays a traversé une période peu naturelle durant laquelle la politique nationale semblait être dirigée contre les intérêts de l'Ouest du Canada. Ce fait est ressorti dans toute sa brutalité dans le Programme énergétique national et les premières propositions libérales sur les amendements à la Constitution, mais l'impression de préjudice s'est attachée aussi aux politiques concernant VIA Rail, le tarif du Nid-de-Corbeau, l'application du bilinguisme et d'autres questions. Cette période a modifié les relations entre l'Ouest canadien et le reste du pays; elle a créé une atmosphère d'affrontement, dans laquelle il était de plus en plus difficile de se mettre d'accord sur des programmes, ou même sur des fins nationales.

Comme le sait tout Canadien de l'Ouest, il existait là un terrain fertile de désaccord, parce que les habitants de cette région ont été élevés dans la méfiance de l'Est. Cela fait partie de l'héritage qu'a reçu notre nouveau gouvernement, et nous agissons en étant pleinement conscients du message très clair qui ressort des signaux envoyés par les Canadiens à tous les gouvernements le 4 septembre dernier: les Canadiens veulent voir fonctionner le Canada comme un pays uni, et ils s'attendent à ce que le gouvernement national traite toutes les régions équitablement. À ce dernier chapitre, nous pouvons dire que nous avons pris un bon départ avec l'accord de Terre-Neuve, l'accord sur l'énergie de l'Ouest, la décision concernant la péréquation, la tentative sincère de traiter les Canadiens autochtones avec justice, et l'engagement actif de procéder par consultation, que ce soit sur le budget, le GATT, ou encore la politique sociale ou étrangère.

Mais cette atmosphère de conflit latent ne sera pas rompue seulement par Ottawa. Nous savons tous que la santé d'une entreprise, d'une industrie ou d'une province dépend de la santé de l'ensemble du pays. Nous savons que les problèmes qui se posent au Canada ne se limitent pas aux réalités économiques. Nous avons une nation à guérir, ainsi qu'une économie à reconstruire. C'est pourquoi j'apprécie si vivement l'initiative de cet organisme qui réunit des représentants du secteur privé, des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral, d'une manière qui nous définit par nos préoccupations communes, et non par nos